



Cartographie de la transition carbone

Résumé pour décideurs

CONTEXTE, OBJECTIF ET MÉTHODE

The Shift Project (TSP) a initié en 2012 un projet de « cartographie de la transition carbone ». L'objectif général poursuivi est d'argumenter les avantages d'un projet collectif ambitieux de « transition vers une société sobre en carbone », et de préciser les priorités et les moyens d'action, à destination des décideurs politiques et des investisseurs de long terme : puissance publique, Caisse des dépôts, BPI, et banques supranationales.

Ce projet intervient dans le contexte de la mise en place de la Banque Publique d'Investissement, la « banque de la transition écologique ». Objectiver le contenu d'un projet de « transition », son ampleur et ses acteurs est alors nécessaire pour pouvoir orienter correctement et efficacement l'action d'un organe indispensable. Rappelons que seul un circuit financier public peut à la fois être fortement impliqué et moteur dans un projet d'intérêt général et proposer des financements à bas coût.

L'étude TSP a été réalisée sur une période de cinq mois. De nombreux experts ont été sollicités : experts thématiques, experts du secteur financier (et en particulier des interlocuteurs du groupe Caisse des

Dépôts). La « cartographie de la transition carbone » réalisée par The Shift Project permet d'apporter un éclairage sur le contenu concret d'un projet de transition et de son financement.

STRUCTURE DE L'ÉTUDE

→ Nous posons tout d'abord **une définition de la transition** et de ses avantages attendus. La transition carbone est un projet collectif ambitieux de transformation de notre système productif et de nos modes de consommation. Pour assurer la stabilité de notre économie demain dans un monde confronté à des limites physiques, il est urgent d'adopter un modèle beaucoup plus sobre en ressources – notamment en énergies fossiles - et de limiter nos impacts environnementaux (sur le volet « carbone », ce sont les émissions de Gaz à effet de serre).

→ Cet objectif de changement devient désirable dès lors que les projets de la transition ont une attractivité sociétale et une pertinence économique forte : maîtrise de la hausse de certaines dépenses incontournables des ménages, création d'emplois – idéalement pérennes sur nos territoires, réduction de la facture énergétique de la France, amélioration de notre balance commerciale, développement de

Pour assurer la stabilité de notre économie demain dans un monde confronté à des limites physiques, il est urgent d'adopter un modèle beaucoup plus sobre en ressources.

compétences et création de savoir-faire exportable, impact positif sur les finances publiques.

→ Pour renforcer la pertinence d'un tel projet et justifier son acceptabilité politique, nous présentons **un panorama des croyances et des comportements émergents des français**. Nous formulons par ailleurs des recommandations pour organiser une communication positive à large échelle sur la transition.

→ Nous proposons ensuite **une lecture originale de la transition**. Plutôt que de chercher des « technologies vertes », nous partons de trois postes fondamentaux de la consommation des ménages français : se nourrir, se loger, se déplacer. Ces fonctions vitales – à assurer dans tous les cas constituent une part majeure et croissante des dépenses des ménages, et une part significative de leur dépendance énergétique.

→ Nous nous attachons dans ce rapport à illustrer **un éventail d'actions de la transition** permettant de « dé-carboner » ces volets de la consommation, et ce faisant, d'assurer une plus grande robustesse aux filières économiques qui les alimentent, tout en préservant le pouvoir d'achat des ménages.

L'objectif général poursuivi est d'argumenter les avantages d'un projet collectif ambitieux de « transition vers une société sobre en carbone ».

→ Nous complétons cette vision « consommation » par **une vision territoriale de la transition**. Il est urgent de dynamiser et valoriser nos territoires en débloquent leur potentiel productif en énergies et en ressources. Les effets positifs sur l'économie locale et nationale sont évalués sur plusieurs exemples : filière bois, méthanisation, matières secondaires issues des déchets.

Dans les deux visions citées ci-dessus (consommation et territoire), il est essentiel d'autoriser et de favoriser l'expérimentation afin de tester de nouveaux modèles, et pouvoir ensuite enclencher un programme plus vaste en toute confiance.

→ Les défis du financement de la transition sont nombreux : financement d'actions diffuses, multi-échelles, multi-acteurs, dans une grande variété de secteurs. Le fléchage de la ressource (en particulier des différentes formes d'épargne) vers la transition doit être organisé massivement et rapidement. Nous proposons **une revue des outils de financement existants et à créer pour soutenir la transition**. Le rôle et

les capacités des investisseurs – ménages, investisseurs de long terme, secteur bancaire, collectivités sont analysés.

→ Enfin, sans ambition d'exhaustivité mais en ayant choisi des actions à fort impact potentiel, nous proposons, **sur un éventail de 16 actions, un chiffrage de leurs avantages attendus**, des recommandations opérationnelles, et un panel des outils de financement pertinents pour ces actions.

IMPACT DES ACTIONS PRÉCONISÉES

L'ensemble de ces 16 actions pourrait :

- Nécessiter des investissements annuels d'environ **15 MdEuros** pendant environ 5 ans, puis une poursuite de certaines actions pendant encore 5 ans - la ressource provenant de différents investisseurs (ménages, entreprises, investisseurs institutionnels, investisseurs de long terme).
- Générer **90 000 emplois** pendant la phase d'investissement massif.
- Générer également **250 000 emplois pérennes sur nos territoires (non délocalisables)** au-delà de la phase d'investissement.
- Générer des emplois indirects par rétroaction positive sur l'économie.

L'ensemble de ces 16 actions pourrait générer 250 000 emplois pérennes sur nos territoires.

- Impacter positivement les comptes publics via des recettes de fiscalité locale et nationale et une baisse des dépenses d'assurance chômage notamment.
- Aider à **réduire la facture énergétique** de la France d'environ 7 MdEuros/an (soit plus de 10% de notre facture annuelle actuelle).
- Améliorer la balance commerciale (hors énergie) de près de 1Md Euros/an.
- Stopper la dérive haussière des dépenses contraintes des ménages.
- **Réduire nos émissions de gaz à effet de serre** de 50 MteqCO₂ (soit environ 10% de nos émissions territoriales).

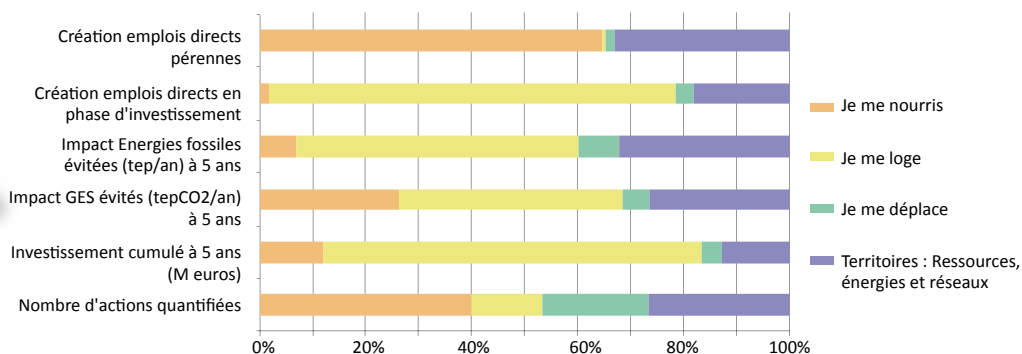
EXTRAIT DES RECOMMANDATIONS DE L'ÉTUDE

→ **Recommandations concernant les priorités d'action**

- Favoriser les actions concernant **la mutation du modèle agricole** (« oubliée » du Grenelle) et **la production**

Nous partons de trois postes fondamentaux de la consommation des ménages français : se nourrir, se loger, se déplacer.

250 000 emplois pérennes
 90 000 emplois initiaux
 10 Mtep évitées
 50 MteqCO₂ évitées
 77 MdEuros
 16 actions



d'énergies et ressources sur les territoires. Ces deux axes ont en effet le potentiel d'emplois pérennes le plus élevé, sont porteurs d'une dynamique d'innovation et de développement de savoirs-faires indispensables à moyen terme, et contribuent fortement à la baisse des émissions de gaz à effet de serre.

- Attaquer de manière très ciblée la réduction de la consommation d'énergie pour **le tandem « bâtiment – transport »**, notamment en priorisant les moyens publics sur les personnes en situation de précarité.
- Prévoir des dépenses orientées vers **la formation et la création de nouvelles compétences**, ainsi que vers des projets de recherche appliquée et des projets pilotes : métiers de l'agriculture, des énergies nouvelles, de la rénovation thermique.

→ **Recommandations sur la vision territoriale**

- Penser **la transition à l'échelle territoriale** pour mieux adapter l'action aux forces et faiblesses des territoires, et identifier les convergences d'intérêt entre acteurs économiques.
- S'appuyer sur et favoriser l'amplification des dynamiques des acteurs économiques sur les territoires.
- **Lever les blocages (souvent réglementaires)** et favoriser l'expérimentation à petite et moyenne échelle.
- Valoriser l'image des territoires (notamment peu denses) et leur rôle de producteurs de ressources de demain.

→ **Recommandations concernant le rôle des investisseurs de long terme**

- **Flécher ou aider à flécher massivement de la ressource vers la transition** : épargne des ménages sur supports existants ou à créer (mécanisme sur le capital ou le revenu de l'épargne), épargne salariale, réorientation d'avantages fiscaux sur des projets de transition.
- Contribuer à monter **des fonds thématiques et régionaux** dédiés à la transition.
- Incorporer **des critères objectifs dans les choix** de financement, et évaluer ex ante et ex post l'efficacité espérée ou obtenue par les projets de transition – dans les différentes entités financières, et en particulier au sein de la Banque publique d'investissement.
- **Favoriser les projets de PME** et les projets dans le domaine de l'économie sociale et solidaire, pouvant présenter un couple rentabilité/nombre d'emplois locaux générés satisfaisant.
- Participer à de nombreux projets multi-acteurs en créant des outils de type capital-risque, capables de prendre les risques du défriçage et de l'expérimentation.

→ **Recommandations concernant la communication autour de la transition**

- Porter, dans la durée et avec force, **un message positif au plan national** anglé sur les avantages directs pour les agents économiques : pouvoir d'achat, revenus complémentaires, emplois, tout en véhiculant une vision d'avenir.

Il faut porter dans la durée et avec force un message positif anglé sur les avantages directs pour les agents économiques.

- Rationaliser les émetteurs de messages autour de l'écologie pour apporter de **la cohérence dans le discours**.
- Favoriser le « tourisme industriel sur site » et les reportages concernant des projets concrets de la transition.

→ **Recommandations concernant l'action publique**

- Parmi les conditions fort utiles ou indispensables à la transition, afin d'encourager les acteurs économiques à se lancer dans des projets de transition, **la visibilité sur les prix des énergies et/ou du carbone** doit être améliorée, et un cadre robuste doit être créé.
- Le rôle de la puissance publique est central pour engager une action de type transition fiscale : renforcement de la fiscalité écologique et baisse du coût du travail et pour adapter l'outil réglementaire.
- Par ailleurs, la pertinence, la permanence et la lisibilité des incitations publiques est une condition clé de succès.

THE SHIFT PROJECT

Contact projet : Cédric Ringenbach, Directeur
cedric.ringenbach@theshiftproject.org
+33 (0) 1 76 21 10 19

Contact presse : Anne-Caroline Duplat,
Communications manager
anne-caroline.duplat@theshiftproject.org
+33 (0) 1 76 21 10 20